



AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET

N° 030/ASMI/MINPOSTEL/PATNUC/UGP/MC2/SPM/2025 POUR LA SELECTION D'UN CONSULTANT POUR
L'ELABORATION D'UN MODELE DE MISE EN ŒUVRE DE PARTAGE DES INFRASTRUCTURES DES
COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES AU CAMEROUN.

DATE: 06 NOV 2025

FINANCEMENT: IDA 69870-CM

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

1.1. Contexte

Le Gouvernement du Cameroun a bénéficié d'un prêt de la Banque mondiale d'un montant de 100 millions USD pour mettre en œuvre le Projet d'Accélération de la Transformation Numérique au Cameroun (PATNUC). Le PATNUC est placé sous la tutelle du MINPOSTEL et a pour objectif d'accroître l'inclusion numérique et l'utilisation de solutions agricoles numériques par des petits exploitants agricoles acteurs des chaînes de valeur agricoles cibles. Ainsi, le PATNUC incarne l'approche de la transformation numérique, ciblant un secteur hautement stratégique pour le Cameroun tout en proposant de réformer le cadre réglementaire du secteur des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC). Ce projet, avec son investissement dans la connectivité et les compétences numériques, soutient des interventions qui tirent parti des innovations numériques pour stimuler la croissance agricole, afin de contribuer en fin de compte à l'amélioration de la qualité des moyens de subsistance en milieu rural.

Le PATNUC est structuré autour de 4 composantes : (i) Stratégie, politique publique et réglementation numérique pour l'inclusion et la transformation numérique ; (ii) connectivité et inclusion numériques ; (iii) facilitation de l'implémentation des solutions numériques basées sur les données dans le secteur agricole ; et (iv) gestion du projet et l'engagement citoyen. Ainsi, le gouvernement à travers la SND30, ambitionne d'endecher véritablement la transformation structurelle de l'économie camerounaise qui s'appuiera sur une modernisation du secteur agricole (agriculture, élevage, pêche et aquaculture) à travers l'amélioration de la productivité et la compétitivité des exploitations familiales agricoles et la promotion d'une dynamique d'industrialisation véritable. La modernisation du secteur agricole devra s'appuyer sur l'écosystème numérique en constante évolution dans le pays qui trace la voie de l'économie numérique.

1.2. Justificatif de la mission

La transformation numérique du Cameroun repose en grande partie sur le développement et la **mutualisation des infrastructures de communications électroniques**, essentielles pour garantir une couverture étendue, une qualité de service optimale et une réduction des coûts d'accès pour les citoyens comme pour les opérateurs. Au Cameroun, plusieurs initiatives ont déjà été engagées en matière de partage d'infrastructures. L'Agence de Régulation des Télécommunications (ART) a publié des lignes directrices sur le partage des infrastructures passives et mené des consultations avec les opérateurs. Des accords ponctuels de co-localisation de pylônes ou de fibre optique existent également entre certains opérateurs, tandis que la réglementation sectorielle (loi de

b

4

2010 sur les communications électroniques, textes subséquents et décisions de l'ART) contient des dispositions visant à favoriser la mutualisation. Toutefois, ces initiatives demeurent fragmentées, insuffisamment harmonisées et encore limitées en portée.

Pour répondre à ces défis, **la mission couvrira explicitement le partage intra-sectoriel** (entre opérateurs de télécommunications) **et intersectoriel** (énergie, transport, bâtiments publics, etc.), afin d'optimiser les coûts, d'améliorer l'efficacité des investissements et d'accélérer le déploiement du haut débit sur l'ensemble du territoire.

Par ailleurs, **le partage sera encouragé par des incitations et des cadres réglementaires adaptés**, tout en reposant sur des accords commerciaux transparents, équitables et non discriminatoires. Il ne sera pas imposé de manière systématique, afin de préserver l'attractivité des investissements privés et de favoriser une collaboration volontaire et mutuellement bénéfique entre les parties prenantes.

Ainsi, la duplication des investissements dans les infrastructures passives (pylônes, fibres, data centers, etc.) pourra être progressivement réduite, ce qui contribuera à un meilleur maillage du territoire, au renforcement de la concurrence et à l'accélération de l'inclusion numérique, notamment dans les zones rurales ou faiblement rentables.

2. OBJECTIFS DE LA MISSION

2.1) Objectif Général

L'objectif général de la mission est **de proposer un modèle de gouvernance et de mise en œuvre efficace, durable et conforme aux meilleures pratiques internationales** du partage des infrastructures passives et actives des communications électroniques au Cameroun.

2.2) Objectif spécifiques

Il s'agira plus spécifiquement de :

- **Réaliser un état des lieux complet** des infrastructures de communications électroniques (passives et actives) au Cameroun, ainsi que des pratiques actuelles en matière de partage ;
- **Identifier les parties prenantes clés** (opérateurs, autorités publiques, régulateur, collectivités territoriales, investisseurs, etc.) et analyser leurs rôles, attentes et contraintes en matière de mutualisation ;
- **Faire une analyse diagnostique** des cadres juridique, économique, technique et institutionnel en vigueur, afin d'identifier les obstacles et leviers pour une mise en œuvre efficace du partage d'infrastructures ;
- **Effectuer un benchmark international approfondi** des modèles de partage d'infrastructures adoptés dans au moins cinq (05) pays, en incluant :
 - Des **exemples de partage intersectoriel** (énergie, transport, bâtiments publics, etc.) permettant de réduire les coûts et d'accélérer le déploiement ;
 - Des **modèles de gouvernance innovants** tels que les plateformes de médiation, les points d'information uniques et les cadres de transparence facilitant la coordination entre acteurs ;
- **Définir plusieurs scénarios du modèle de mise en œuvre**, incluant les options de gouvernance, les modalités économiques (tarification, amortissement, incitations...), et les choix techniques (interopérabilité, standards, etc.) ;
- **Elaborer un plan d'action opérationnel** pour la mise en œuvre progressive des différents scénarios, avec un calendrier détaillé, un budget estimatif, et les étapes de pilotage et de déploiement ;
- **Proposer les outils juridiques ou administratifs adaptés** à chaque scénario proposé, tels que les projets de lois, décrets, arrêtés, ou conventions types encadrant le partage d'infrastructures ;

- **Formuler des recommandations précises** en matière de régulation et de gestion des infrastructures, portant sur les mécanismes de suivi, de contrôle, d'évaluation et de résolution de litiges, dans le respect des principes d'équité, de transparence et de non-discrimination.

3. PORTEE DE LA MISSION

La présente mission couvre l'ensemble des aspects **techniques, réglementaires, économiques, institutionnels et organisationnels** liés à la mise en œuvre efficace et durable du partage des infrastructures de communications électroniques (passives et actives) au Cameroun.

Elle s'étendra aux infrastructures relevant :

- Des **opérateurs de télécommunications** (réseaux fibre, pylônes, Datacenter, etc.) ;
- Des **entités publiques** (MINPOSTEL, ART, CAMTEL, collectivités territoriales décentralisées, etc.) ;
- Des **autres secteurs disposant d'infrastructures pouvant être mutualisées** (énergie, transport, bâtiments publics, etc.) ;
- Ainsi que des **partenaires privés**.

La portée de cette mission inclura également :

- La définition des **modalités de gouvernance** et des **mécanismes de règlement des litiges**, en précisant le rôle de l'ART, les délais de résolution, l'impartialité et la transparence des décisions ;
- La proposition d'**outils pour un point d'information unique** et une **cartographie partagée des infrastructures**, permettant un accès transparent et équitable aux données sur les réseaux existants et en projet.

Une réunion de cadrage permettra de s'assurer de la bonne compréhension commune de la mission et donnera les orientations pour une définition de la méthodologie par le consultant.

4. RESULTATS ATTENDUS

Conformément à l'objectif général et aux objectifs spécifiques définis pour cette mission, les travaux attendus devront aboutir à des livrables permettant d'évaluer l'existant, d'identifier les meilleures pratiques, de proposer des scénarios adaptés et de définir les outils nécessaires à une mise en œuvre efficace et durable du partage des infrastructures de communications électroniques au Cameroun.

De manière synthétique, il est attendu de cette étude :

- Un état des lieux national complet des infrastructures passives et actives et des pratiques actuelles de partage des infrastructures de communication électronique au Cameroun ;
- Une analyse stratégique des parties prenantes et des cadres juridique, économique, technique et institutionnel ;
- Un benchmark international et une identification des bonnes pratiques applicables au Cameroun ;
- Un scénario et un plan d'action opérationnel incluant gouvernance, modalités économiques, choix techniques et calendrier de mise en œuvre ;
- Des outils et recommandations juridiques, réglementaires et de régulation pour assurer la durabilité et l'efficacité du partage des infrastructures.

5. DUREE DE LA MISSION

La durée de réalisation de cette mission est estimée à six (06) mois.

6. PROFIL DU CONSULTANT

Le consultant sélectionné sera soit un Cabinet d'études, soit un bureau d'expertise international ou national, ou un groupement de cabinet d'études avec une coordination assurée par un chef de file unique.

- Le consultant doit justifier d'une expérience avérée (au moins 7 à 10 ans) dans le secteur des télécommunications, infrastructures numériques, ou politiques publiques en TIC ;
- Avoir mené au moins une mission similaire dans des contextes comparables (Afrique ou pays en développement) (partage d'infrastructures, politiques de mutualisation, régulation du secteur des télécoms, etc.) ;
- Avoir déjà travaillé avec des autorités de régulation dans le domaine des communications électroniques ;
- Avoir la Capacité à mobiliser une équipe pluridisciplinaire compétente.

7. METHODE DE SELECTION

Il est porté à l'attention des Consultants que les Cabinets ou Groupement de Cabinets/Bureau d'études seront sélectionnés selon la Méthode « **Sélection Fondée sur la Qualité et le Coût** » (SFQC) telle que décrite dans le **Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI) de la Banque Mondiale, édition de Septembre 2025**. La langue de travail est le français et l'anglais. Il est également porté à l'attention des Consultants que les dispositions relatives aux règles de la Banque Mondiale en matière de conflit d'intérêts sont applicables.

8. CONTENU DES MANIFESTATIONS À ADRESSER AU PATNUC

Le Coordonnateur National du Projet d'Accélération de la Transformation Numérique au Cameroun (PATNUC) invite, en vue d'élaborer la liste restreinte, les consultants admissibles à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les cabinets/groupement de cabinets intéressés doivent fournir les informations (dépliants, brochures, etc.) indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services. Cette manifestation rédigée en français ou en anglais devra contenir :

- Une lettre de manifestation d'intérêt datée et signée ;
- La justification du statut juridique du consultant ;
- Les pièces justificatives du cabinet/structure (copies des marchés similaires ou contrat, attestation de services fait, d'autres références du cabinet) permettant la vérification du profil du consultant tel que présenté ci-dessus.

9. CONTACT ET INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Les dossiers doivent parvenir au plus tard **24 NOV 2025** à 16 heures :

- Soit par courriel à : procurement@patnuc.cm avec copie à elsiddik22@gmail.com; janerosine@yahoo.fr L'offre doit être incluse dans un fichier unique avec le nom qui respecte la nomenclature suivante : {CONSULTANT}_{NumASMI}_{DATESOUMISSION}.pdf Ex (Ex : CANON_ASMI000_24112025.pdf) ;
- Soit déposés sous pli fermé en cinq (05) exemplaires (un original et quatre copies) à l'Unité de gestion du Projet, à la nouvelle route Bastos, derrière Tradex, bâtiment Ancien SNV. Tél. : +237 222 232 628. (Coordonnées géographiques : 3.88433, 11.51239) portant la mention :

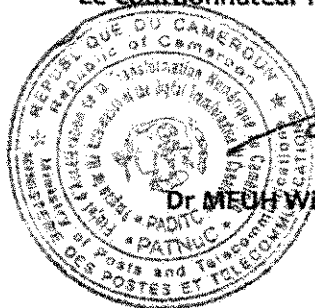
« AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET

**N° 610/ASMI/MINPOSTEL/PATNUC/UGP/MC2/SPM/2025 POUR LA SELECTION D'UN CONSULTANT POUR
L'ELABORATION D'UN MODELE DE MISE EN ŒUVRE DE PARTAGE DES INFRASTRUCTURES DES
COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES AU CAMEROUN ».**

Les termes de références de cette mission peuvent être retirés physique au niveau de l'Unité de Gestion du PATNUC, pendant les jours ouvrables entre 10h et 16h. Ils peuvent également être retirés en version numérique en adressant la demande par mail à l'adresse elsiddik22@gmail.com avec copie à procurement@patnuc.cm.

Yaoundé le, 06 NOV 2025

Le Coordonnateur National du PATNUC



Dr MEUH Windfred FUAYE KENJI

Ampliations:

- PATNUC;
- ARMP;
- SOPECAM;
- ARCHIVES;
- AFFICHAGE.

\$



**CALL FOR EXPRESSIONS OF INTEREST No. 020 / ASMI/MINPOSTEL/PATNUC/UGP/MC2/SPM/2025 FOR THE
SELECTION OF A CONSULTANT TO DEVELOP A MODEL FOR THE IMPLEMENTATION OF SHARED
ELECTRONIC COMMUNICATIONS INFRASTRUCTURE IN CAMEROON.**

DATE: 06 NOV 2025

FUNDING: IDA 69870-CM

1. CONTEXT AND JUSTIFICATION

1.1. Context

The Government of Cameroon has received a loan of USD 100 million from the World Bank to implement the Project for the Acceleration of Digital Transformation in Cameroon (PATNUC). PATNUC is overseen by MINPOSTEL and aims to increase digital inclusion and the use of digital agricultural solutions by smallholder farmers involved in targeted agricultural value chains. PATNUC thus embodies the digital transformation approach, targeting a highly strategic sector for Cameroon while proposing to reform the regulatory framework for the Information and Communication Technology (ICT) sector. This project, with its investment in connectivity and digital skills, supports interventions that leverage digital innovations to stimulate agricultural growth, ultimately contributing to improved livelihoods in rural areas.

PATNUC is structured around four components: (i) Strategy, public policy and digital regulation for digital inclusion and transformation; (ii) digital connectivity and inclusion; (iii) facilitating the implementation of data-driven digital solutions in the agricultural sector; and (iv) project management and citizen engagement. Through the SND30, the government aims to initiate a genuine structural transformation of the Cameroonian economy based on the modernization of the agricultural sector (farming, livestock, fishing and aquaculture) by improving the productivity and competitiveness of family farms and promoting genuine industrialization. The modernization of the agricultural sector will have to rely on the country's constantly evolving digital ecosystem, which is paving the way for the digital economy.

1.2. Justification of the mission

Cameroon's digital transformation relies heavily on the development and sharing of electronic communications infrastructure, which is essential to ensuring widespread coverage, optimal service quality and reduced access costs for both citizens and operators.

In Cameroon, several initiatives have already been launched in the area of infrastructure sharing. The Telecommunications Regulatory Agency (ART) has published guidelines on the sharing of passive infrastructure and held consultations with operators. Ad hoc agreements on the co-location of masts or fibre optics also exist between certain operators, while sectoral regulations (the 2010 Electronic Communications Act, subsequent texts and ART decisions) contain provisions aimed at promoting sharing. However, these initiatives remain fragmented, insufficiently harmonised and still limited in scope.

To meet these challenges, **the mission will explicitly cover intra-sectoral sharing** (between telecommunications operators) and inter-sectoral sharing (energy, transport, public buildings, etc.), in order to optimize costs, improve investment efficiency and accelerate broadband deployment across the country.

Furthermore, **sharing will be encouraged through appropriate incentives and regulatory frameworks**, based on transparent, fair and non-discriminatory commercial agreements. It will not be imposed systematically, in order to preserve the attractiveness of private investment and promote voluntary and mutually beneficial collaboration between stakeholders.

This will enable the duplication of investment in passive infrastructure (masts, fibre, data centres, etc.) to be gradually reduced, which will contribute to better coverage of the country, increased competition and accelerated digital inclusion, particularly in rural or low-profit areas.

2. OBJECTIVES OF THE MISSION

2.1) General Objective

The overall objective of the mission is to **propose an effective and sustainable governance and implementation model for the sharing of passive and active electronic communications infrastructure in Cameroon, in line with international best practices.**

2.2) Specific objective

More specifically, this will involve:

- **Conducting a comprehensive review** of electronic communications infrastructure (passive and active) in Cameroon, as well as current sharing practices;
- **Identifying key stakeholders** (operators, public authorities, regulators, local authorities, investors, etc.) and analyzing their roles, expectations and constraints with regard to sharing;
- **Conducting a diagnostic analysis** of the current legal, economic, technical and institutional frameworks in order to identify obstacles and levers for the effective implementation of infrastructure sharing;
- **Conducting an in-depth international benchmarking** of infrastructure sharing models adopted in at least five (05) countries, including:
 - **Examples of cross-sector sharing** (energy, transport, public buildings, etc.) to reduce costs and accelerate deployment;
 - **Innovative governance models** such as mediation platforms, single information points and transparency frameworks to facilitate coordination between actors;
- **Define several implementation model scenarios**, including governance options, economic terms (pricing, amortization, incentives, etc.), and technical choices (interoperability, standards, etc.);
- **Develop an operational action plan** for the gradual implementation of the various scenarios, with a detailed timetable, estimated budget, and piloting and deployment stages;
- **Propose legal or administrative tools appropriate** to each proposed scenario, such as draft laws, decrees, orders, or model agreements governing infrastructure sharing;
- **Make specific recommendations** on infrastructure regulation and management, covering monitoring, control, evaluation and dispute resolution mechanisms, in accordance with the principles of fairness, transparency and non-discrimination.

3. SCOPE OF THE MISSION

This mission covers all **technical, regulatory, economic, institutional and organizational** aspects related to the effective and sustainable implementation of shared electronic communications infrastructure (passive and active) in Cameroon.

It will extend to infrastructure relating to:

- **Telecommunications operators** (fibre networks, masts, data centres, etc.);
- **Public entities** (MINPOSTEL, ART, CAMTEL, decentralised local authorities, etc.);
- Other sectors with infrastructure that can be shared (energy, transport, public buildings, etc.);
- As well as private partners.

The scope of this mission will also include:

- Defining governance arrangements and dispute resolution mechanisms, specifying the role of the ART, resolution deadlines, and the impartiality and transparency of decisions;
- Proposing tools for a single information point and shared infrastructure mapping, enabling transparent and equitable access to data on existing and planned networks.

A scoping meeting will ensure that everyone has a clear understanding of the assignment and will provide guidance for the consultant to define the methodology.

4. EXPECTED RESULTS

In accordance with the general objective and specific objectives defined for this mission, the expected work should result in deliverables that enable the assessment of the current situation, the identification of best practices, the proposal of appropriate scenarios, and the definition of the tools necessary for the effective and sustainable implementation of electronic communications infrastructure sharing in Cameroon.

In summary, this study is expected to provide:

- A comprehensive national overview of passive and active infrastructure and current practices for sharing electronic communications infrastructure in Cameroon;
- A strategic analysis of stakeholders and the legal, economic, technical and institutional frameworks;
- An international benchmark and identification of best practices applicable to Cameroon;
- A scenario and operational action plan including governance, economic terms, technical choices and implementation timetable;
- Legal, regulatory and regulatory tools and recommendations to ensure the sustainability and effectiveness of infrastructure sharing.

5. DURATION OF THE MISSION

The estimated duration of this assignment is six (06) months.

6. CONSULTANT'S PROFILE

The selected consultant will be either a research firm, an international or national consulting firm, or a consortium of research firms coordinated by a single lead partner.

- The consultant must have proven experience (at least 7 to 10 years) in the telecommunications sector, digital infrastructure, or public policy in ICT.
- Have carried out at least one similar assignment in comparable contexts (Africa or developing countries) (infrastructure sharing, mutualisation policies, telecoms sector regulation, etc.);
- Have already worked with Regulatory Authorities in the field of electronic communications;
- Have the ability to mobilize a competent multidisciplinary team.

7. METHOD OF SELECTION

Consultants are advised that firms or groups of firms/consulting firms will be selected using the 'Quality and Cost-Based Selection' method " (QFBC) method as described in the **Procurement Regulations for Borrowers Seeking Investment Project Financing (IPF) from the World Bank, September 2025 edition**. The working languages are French and English. Consultants are also advised that the World Bank's rules on conflicts of interest apply.

8. CONTENT OF BIDS TO BE SUBMITTED AT PATNUC

The National Coordinator of the Digital Transformation Acceleration Project in Cameroon (PATNUC) invites eligible consultants to express their interest in providing the services described above, with a view to come up with a shortlist. Interested firms/consortia must provide information (leaflets, brochures, etc.) indicating that they are qualified to perform the services. This expression of interest, written in French or English, must contain:

- A dated and signed letter of interest;
- Proof of the consultant's legal status;
- Supporting documents for the firm/organization (copies of similar contracts or agreements, certificates of service, other references for the firm) enabling verification of the consultant's profile as presented above.

9. CONTACT AND ADDITIONAL INFORMATION

Applications must be received by 4 p.m. on the 24 NOV 2025 at the latest:

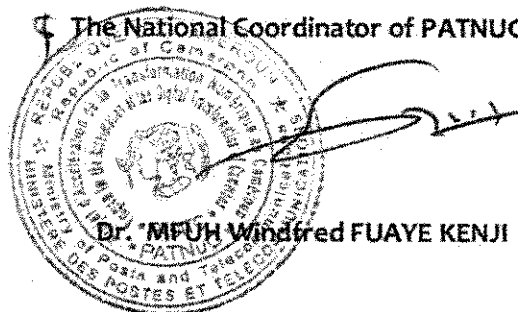
- Either by email to: procurement@patnuc.cm with a copy to elsiddik22@gmail.com; janerosine@yahoo.fr. The bid must be included in a single file with a name that complies with the following nomenclature: {CONSULTANT}_{NumASMI}_{DATESOUMISSION}.pdf Ex (e.g. CANON_ASMI000_24112025.pdf);
- Or submitted in a sealed envelope in five (05) copies (one original and four copies) to the Project Implementation Unit, at the Nouvelle Route Bastos, behind Tradex, former SNV building. Tel.: +237 222 232 628. (Geographical coordinates: 3.88433, 11.51239) with the following inscription:

« CALL FOR EXPRESSIONS OF INTEREST No. 020 / ASMI/MINPOSTEL/PATNUC/UGP/MC2/SPM/2025 FOR
THE SELECTION OF A CONSULTANT TO DEVELOP A MODEL FOR THE IMPLEMENTATION OF SHARED
ELECTRONIC COMMUNICATIONS INFRASTRUCTURE IN CAMEROON».

The terms of reference for this mission can be obtained in hard copy from the PATNUC Implementation Unit on working days between 10 a.m. and 4 p.m. They can also be obtained in soft copies by sending a request by email to elsiddik22@gmail.com with a copy to procurement@patnuc.cm.

Yaoundé the, 06 NOV 2025

The National Coordinator of PATNUC



Ampliations:

- PATNUC;
- ARMP;
- SOPECAM;
- ARCHIVES;
- NOTICE BOARD.